SOCIALISME MONDIAL 26

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

5 F

Gouvernement français

LES «COMMUNISTES» S'EN VONT

Après avoir partagé la responsabilité de la gestion du capitalisme français pendant trois ans, le PC a pris le prétexte du changement de premier ministre en juillet pour quitter le gouvernement.

Même si Mitterrand n'a pas exigé le départ des ministres PC, il y a tout lieu de supposer qu'il en était content. En effet, en changeant de premier ministre, Mitterrand voulait changer l'image de son gouvernement. Il voulait à sa tête quelqu'un qui incarnait mieux le changement de politique vis-à-vis de la crise imposé par le fonctionnement du capitalisme, à savoir la «modernisation» de l'industrie.

En réalité, le gouvernement poursuivait cette politique (avec le concours des ministres PC) depuis un certain temps, mais la présence de Mauroy — et des ministres PC — représentait un lien trop visible avec l'ancienne politique, échec complet, qui consistait à tenter de sortir de la crise en augmentant la «consommation populaire». Le gouvernement PS/PC a abandonné cette politique-là en juin 1982 quand il a bloqué les salaires pendant quatre mois et qu'il a décidé d'aider les entreprises à reconstituer leurs marges. Il l'a abandonnée, ajoutons-le tout de suite, non pas parce qu'il a décidé de trahir la classe ouvrière mais parce que cette politique était une politique irréaliste, voire impossible. En effet, on ne peut faire marcher le capitalisme dans l'intérêt de la classe salariée, même si on est sincère.

A partir de ce moment, Mitterrand a commencé à adopter le même langage que Giscard et Barre utilisaient quand ils géraient, eux, les affaires du capitalisme français. Il ne cessait pas de marteler les mêmes mots: modernisation, entreprise, innovation, compétitivité, risque, initiative, profit. Interrogé sur l'adoption de ce langage plutôt capitaliste dans une interview à l'occasion du troisième anniversaire de son élection, il a répondu:

> **Quoi, les termes modernisation, entreprise, innovation et la suite seraient de droite? Mais c'est un postulat absurde. (*Libération*, 10 mai 1984)**

Modernisation, c'est un joli mot avec ses connotations d'usines nouvelles, de robots, d'automatisation, etc. En réalité, ce n'est qu'un euphémisme pour décrire ce qui se passe chaque fois que le capitalisme passe par une de ses récessions périodiques. Les entreprises les moins performantes échouent et sont éliminées de la compétition pour les profits. Ceci entraîne une augmentation de la productivité moyenne dans les diverses branches de l'industrie et donc une diminution de leurs coûts de production moyens, mettant ainsi ces branches dans une position plus compétitive vis-à-vis de leurs concurrents étrangers.

En d'autres termes, l'augmentation de la productivité moyenne et de la compétitivité qui en découle ne se réalise pas tant par l'installation de machines nouvelles que par l'élimination de machines démodées — et des emplois de ceux qui y travaillent.

C'est cela que veut dire «modernisation» dans la pratique. Les salariés n'ont donc pas à se réjouir de la première déclaration de Fabius qui, le soir même de sa désignation comme premier ministre, a dit que son but serait de «moderniser le pays». Ceci va inéluctablement entraîner encore plus de fermetures d'usines, plus de licenciements, plus de pertes d'emplois, plus de chômage. Fabius l'a d'ailleurs confirmé lors de sa déclaration de politique générale devant l'assemblée nationale le 24 juillet:

> **la modernisation — il faut avoir l'honnêteté de le dire — peut coûter des emplois avant d'en créer (*Libération*, 25 juillet)**

Mitterrand lui-même était tout aussi explicite dans son interview dans *Libération*:

> **Si vous considérez qu'être de gauche interdit de moderniser le pays à cause des souffrances qu'entraîne tout changement, je ne puis vous suivre. Et pourtant je m'interroge chaque jour sur ce que je suis en droit de demander à la classe ouvrière, victime de tant d'injustices et de tant d'oppressions depuis l'ère industrielle.**

Merci pour les larmes de crocodile. Deux mois plus tard, il a récidivé devant une manifestation de syndicalistes mécontents à Montluçon:

> **L'Etat n'est pas une industrie, et les sociétés nationales ne sont pas au service de l'Etat. Certes, elles ont des obligations particulières, mais elles doivent gérer, investir, organiser selon l'idée qu'elles se font. Si l'on devait les transformer en fonction publique, vous assisteriez à la substitution d'une bureaucratie à toutes les forces vives. L'idée que l'entreprise nationale peut échapper à la crise et créer artificiellement des postes de travail? Non, ce serait aboutir à la mise en cause d'un secteur que j'ai élargi. (*Le Monde*, 8-9 juillet).**

Et il a ajouté, pour que les gens comprennent qu'il accepte la logique, et toute la logique, du capitalisme, «l'Etat n'a pas pour charge de créer des industries, de voler au secours des entreprises en péril» et «on ne peut demander que l'Etat se contente de couvrir les pertes; il faut qu'il fasse aussi des bénéfices». (*Libération*, 7-8 juillet).

Tout ceci représente un virage à 180° par rapport aux promesses électorales faites par Mitterrand et par la «majorité présidentielle» en 1981. Dans ce sens, le PC a raison d'accuser Mitterrand et le PS de manquement à leurs engagements, mais ce que le PC, incorrigiblement

suite: dernière page

A VOUS LA PAROLE

Nous publions ci-dessous une réponse à l'invitation que nous avons faite à nos lecteurs de nous envoyer leurs idées sur comment pourrait fonctionner une société sans frontières, sans argent, sans propriété, ainsi qu'une contribution que nous avons reçue sur le concept de la rareté.

Travail: pour ce qui est de la durée du travail, deux heures par jour chacun suffiront largement puisque beaucoup de faux métiers auront disparu. Donc nous serons plus nombreux à faire les tâches de production et d'entretien de notre bien-être. Première priorité: aide sans retour aux pays du Tiers-Monde.

Argent: disparu, plus de banques, plus d'employés de banques à faire de la manipulation dérisoire, plus de gaspillage de papiers, d'électricité, de machines, etc, etc...

Police et armée: n'auront plus lieu d'être puisque vivant tous égalitairement et tout étant à tout le monde, plus rien à protéger, à défendre ni réprimer. De plus la convoitise, le vol, la concurrence seront des valeurs révolues.

Institutions: idem pour les institutions puisque désormais le savoir et la culture en général seront à la portée de tous, et non à une classe favorisée et élitiste que le capitalisme a bien servie aux dépens de ses peuples sous-cultivés et conditionnés.

Industries: l'industrie aussi disparaîtra, au moins aux trois-quarts, surtout l'industrie polluante pour l'environnement et les êtres: armement, nucléaire, pharmaceutique, chimique, plastique, etc, etc, etc. Les économies d'énergie à la suite de cela seront gigantesques. Et moralisation de l'industrie dont nous aurons encore besoin. Développement des énergies douces et retour à l'écologie animale et végétale en ce qui concernera les productions des denrées alimentaires issues de la terre. Automatisation générale pour ce qui est de la production des biens solides qui seront plus solides d'ailleurs puisqu'on aura tout le temps d'y penser.

Transports: tous ces changements provoqueront beaucoup de mouvements de populations. Il faudra donc mécaniser et automatiser les transports en commun sur tous les territoires, à moins que ceux-ci préfèrent des moyens plus écologiques: bateau, vélo et cheval, pourquoi pas?

Approvisionnement: pour ce qui est de la distribution des biens, on pourrait commencer d'abord à échanger ce qu'on a contre ce qu'on n'a pas, et ensuite organiser la production variée, au niveau de chaque département, région et pays, de façon à ne manquer de rien; un genre d'autarcie quoi! Et éviter de ne faire qu'une seule production par région. Il faut diversifier de façon à ne pas appauvrir la terre. Et par la même occasion éviter des transports aussi.

Rapports sociaux: en imaginant que le socialisme mondial soit le fondement intelligent de tous les pays, pour la première fois je crois, les individus commenceront à se rapprocher, à se parler, à s'associer et à s'aimer aussi sans distinction de races ni de mœurs. Les rapports étant égaux, il n'y aura plus toutes ces barrières sociales, raciales et pécuniaires qui font que les gens se retrouvent par affinités et par revenus. Donc le règne de la confiance. Les professions de serruriers et de blindeurs de portes n'existeront plus non plus!

Quand un individu est sécurisé, il retrouve le sommeil. Le stress disparaîtra ainsi que bien des maladies professionnelles et allergiques dues à la pollution. Et là n'oublions pas notre environnement qui lui en a pris un sacré coup; les animaux seront protégés et plus utilisés à des fins de laboratoires, de chasse à courre, de safari sanglant.

La fête quoi! on pourra peut-être, dans les premiers temps, mettre la télé et les médias en veilleuse, et descendre dans la rue ou partout ailleurs, en parler et faire la fête avec de la musique, des chansons, des danses. Et surtout se parler beaucoup et se connaître. Ça évitera à bien des déshérités, que ce soit des vieux, des jeunes, des infirmes, etc, etc, de vivre dans l'angoisse et la peur chacun dans son ghetto. Abolition du culte de la personnalité, ça nous libèrera de bien des désagréments. Et développement de la conscience de masse.

P.G., Paris

Toutes les explications de l'histoire de l'humanité reposant sur la rareté, présentent celle-ci comme la cause unique ou tout au moins déterminante de la violence et de la misère.

Puisque les biens et les ressources accessibles existent en quantités limitées et insuffisantes pour satisfaire les besoins de tous les êtres humain, ils n'ont pas le choix. La parcimonie de la nature les condamne à la guerre; la rareté force leurs désirs à converger vers les mêmes biens, dressant les hommes en des rivalités certes regrettables... mais au fond nécessaires.

La rareté apparaît ainsi comme un concept clair et simple reposant sur la quantité de biens et de ressources accessibles, la limitation «naturelle» de celle-ci, la parcimonie de la nature. La mise en rapport de cette quantité avec la dimension ou l'étendue des besoins de l'humanité permet alors de se représenter la contrainte exercée par la rareté sur les activités humaines. Ces besoins étant, par ailleurs, définis comme très grands, pour ne pas dire infinis, ils forment un horizon mouvant que le progrès poursuit sans cesse sans jamais pouvoir le rattraper.

Cette présupposition de la rareté comme phénomène invariant auquel serait confrontée l'espèce humaine depuis ses origines fait abstraction des rapports concrets entre les hommes, que ceux-ci reposent sur la coopération ou l'exploitation. Elle dissimule que cette opposition entre besoins et rareté est en fait l'expression de conditions sociales où les êtres humains sont séparés en exploiteurs et exploités, pour lesquels il y a impossibilité de vouloir ce qu'ils font, de produire des actions qu'ils puissent prendre pour fin dans leurs résultats comme dans les modalités de leur déroulement. Apparaissent donc les «besoins» quand il n'est déjà plus évident de vivre pleinement, la vie humaine dépendant de ce que s'approprient les exploiteurs de l'activité des exploités. Il est important de comprendre que le concept de rareté est une justification du capitalisme. Ainsi la rareté produirait la violence humaine, celle-ci étant heureusement canalisée par le développement de l'économie. La compétition, la concurrence entre les hommes produites par ce développement créeraient un exutoire à cette violence devenant ainsi bénéfique, puisque le développement des forces productives permet de combler la rareté originelle en permettant aux hommes de disposer de plus en plus d'objets, de choses.

La domination du capitalisme se présentant comme l'aboutissement de l'histoire de l'humanité a donc produit des explications du passé de celle-ci où les relations entre les hommes sont toujours perçues sous le signe de la recherche d'un gâteau dont les parts ne sont jamais assez grandes pour chacun d'eux.

Il en est de même pour beaucoup de ceux qui refusent le monde de l'état et de l'argent. Pour eux, l'origine des sociétés de classes proviendrait de la production d'un surplus par des communautés primitives, dont la quantité insuffisante exigeait en quelque sorte son appropriation par une partie seulement des membres de ces communautés.

On peut se demander d'abord pourquoi les hommes de ces communautés que l'on suppose égalitaires, auraient produit un surplus en quantité insuffisante pour l'ensemble des membres de ces communautés. Encore une fois, les relations de domination entre les hommes qui ont produit la possibilité de l'appropriation sont évacués par ce type d'explications. Celles-ci projettent sur le passé de l'humanité des comportements humains issus de millénaires de domination et surtout des pénuries artificielles ou réelles créées par la médiation de l'argent dans les rapports entre les hommes, laquelle en séparant et en recomposant, par le marché, l'acte de production et de consommation nous a fabriqué des besoins correspondant aux exigences, en un moment donné, de l'appareil de production et de circulation des marchandises. Médiation qui a également substitué aux relations directes des communautés égalitaires et des sociétés hiérarchisées, la domination impersonnelle d'une abstraction: l'argent. Placés devant l'impossibilité de plus en plus importante de produire directement leur vie puisqu'il faut toujours à un moment ou à un autre en passer par l'argent, les hommes ont été amenés à se percevoir le plus souvent comme des concurrents potentiels dont l'absence de relations et d'activités humaines trouve sa compensation dans la frénésie de la consommation de marchandises.

Nous entendons critiquer aussi la conception selon laquelle le développement des forces productives réalisé par le Capital entrerait à partir d'un certain stade en contradiction avec les rapports de production; cette contradiction permettant ou favorisant un bouleversement social. Ce bouleversement serait aujourd'hui rendu possible, le Capital ayant créé une productivité gigantesque permettant aux hommes d'en finir avec la division en classes sociales, puisque l'accroissement des ressources dont l'humanité dispose aujourd'hui ne «nécessite» plus l'appropriation par certains hommes au détriment des autres.

Pour nous, les «forces productives» et les «rapports de production» ne s'opposent pas car ce sont les rapports entre les hommes qui déterminent ce qui sera produit par leurs activités et les moyens qu'ils emploieront pour y parvenir. Le capitalisme étant un système social où il y a généralisation et extension de rapports marchands, cela implique que la recherche de la valorisation de l'argent fasse abstraction de tout ce qu'elle touche pour en faire des marchandises. Tous les moyens permettant de gagner du temps, de réduire la part d'indétermination dans la réalisation du produit afin d'assurer son interchangeabilité, sont recherchés afin d'assurer un processus de production continu de marchandises. Cette recherche démentielle du «produit» pouvant être vendu vise toujours d'une part à inventer aux hommes de nouveaux «besoins», à leur faire subir de nouvelles «pénuries», de nouveaux «manques» et d'autre part à réduire leurs capacités d'initiatives, à mutiler leurs facultés intellectuelles et corporelles; faisant d'eux les compléments vivants des machines.

De la manufacture au machinisme industriel, de l'automatisation à l'informatique et la robotique, ne voit-on pas le cycle qui rend les hommes inessentiels en les réduisant à un ensemble de gestes prédéterminés sur lesquels ils n'exercent aucun pouvoir, arrivant à rendre même superflues de simples relations entre eux, tout occupés qu'ils sont à surveiller et contrôler des processus qui leur échappent totalement.

Le développement des forces productives exprime la domination de la marchandise dans son mouvement de réduction de l'activité humaine en pure dépense d'énergie dont les hommes contemplent les résultats. Ce n'est donc pas de la communauté, de la réalisation des hommes, du bonheur qu'il peut produire, mais uniquement des marchandises.

G.R. (membre du groupe «Insécurité Sociale)

REFLEXIONS

Patron, qui t'a fait riche?

On me dit qu'il est «juste» que l'argent économisé par ton grand-père et ton père ait fait de toi mon patron.

On me cache qu'il a fallu appauvrir mon grand-père et mon père pour enrichir les tiens.

N'est-ce pas le travail qui extrait les richesses du sol et des mers, qui les transforme dans les usine, les distribue, les transporte, les comptabilise?

Sans le travail des uns, les autres seraient-ils riches?

J'ai l'impression, patron, que si dès les bancs de l'école, les enfants du peuple étudiaient «Salaire, Prix et Profit» de Marx, on ne verrait plus ce scandale de:

«Ceux qui produisent ne possèdent pas
tandis que
Ceux qui possèdent ne produisent pas»

Avec mon salaire, j'arrive seulement à renouveler ma vie de chaque jour et à élever tes futurs salariés. C'est peut-être que mon salaire est inférieur au prix de mon travail? Puisqu'avec mon travail tu réalises des bénéfices qui te permettent une vie insouciante!

L'Etat, c'est moi

C'est un roi qui l'a dit, mais je ne suis pas un roi. Or je m'aperçois que l'Etat me coûte en soldats et en armes, moi qui ne fais pas de guerres... me coûte en machines comptables et coffres-forts, moi qui n'ai rien en banque... me coûte en policiers et en gendarmes, moi qui n'ai rien à me faire voler... me coûte en discours télévisés, moi qui n'ai pas d'avenir politique... me coûte en palais, me coûte en avions supersoniques, moi qui n'entrerai jamais dans tout ça.

Mais pourquoi, diable, me coûterais-je tout ça si j'étais l'Etat?

J'ai l'impression que l'Etat est un moyen de me faire tenir tranquille.

Mais qui suis-je donc pour payer malgré moi?

C'est vrai que je suis riche et faible. Je possède la force de produire la richesse: *producteur;* de protéger le bien d'autrui: *soldat, gendarme;* de distribuer la richesse: *transporteur, vendeur, livreur;* de compter la richesse: *employé de banque, comptable,* la richesse que je ne possède pas.

Ouvriers de bâtiment

Mon ami est maçon, il n'a pas de maison.
Tout au long de l'année, ouvrier du bâtiment
tout au long de l'année, logé dans un barraquement,
Il construit tout le jour, toute l'année; pour quelle raison?
Il a construit la cité que voici avec ses compagnons
pour loger quatre mille familles à quatre mille francs l'an.
Quatre fois par an, de leurs mains, des cités champignons
surgissent, source d'incroyable enrichissement.
Le maçon reste pauvre et s'il n'est pas content?
«Si tu le fais, c'est parce que ça te plaît»
«Si tu n'aimes pas ça, fais autre chose»
Mon ami le maçon, mon ami le couvreur, le plâtrier,
le peintre, paient leurs impôts, boivent du vin
et pendant ce temps-là on suppute en haut lieu:
combien de ces maisons en combien de secondes
pourront être détruites avec combien de bombes?
Le compte n'y est pas, majorons donc la T.V.A.
Mon ami est malade, il ouvre le journal, il a le temps.
Le temps de lire: «les Français se soignent trop»
Les Français se soignent trop? Il n'est plus temps
déjà d'y penser. Son temps, il l'a vendu, pour rien.

SOCIALISME MONDIAL

Sténo-dactylographes

Toutes les heures d'études à la pointe des doigts
Et toutes les tonnes de feuilles noircies à la machine
ou au crayon, les décibels tout le long de ses nerfs
la moitié de sa vie à penser au travail, pourquoi?
Pour ne pas rentrer les mains vides à la cuisine?
Pour les traites de la télévision? Nos ancêtres les serfs
étaient plus malheureux, alors, donnons à nos nouveaux seigneurs
les enfants qu'ils attendent à l'école, à l'usine, à la caserne.
Produisons-les ces gosses, c'est notre tâche aussi.
Et on vous les prendra sans écouter vos pleurs.
Peut-être que l'un d'eux mettra l'emblème en berne.
On vous a eues, on vous aura, on vous aura tout pris.
Vous avez cédé votre temps au plus offrant,
tapé, tapé, tapé; dormi, aimé, enfanté.
Vous êtes un pilier de votre société
que votre fils protègera au prochain bain sanglant.
Car la patrie est celle des dividendes.
(Les travailleurs n'ont pas de patrie).
Mais pourquoi toujours renvoyer aux calendes
les lendemains meilleurs?
Il n'y a qu'UN dieu, il s'appelle PROFIT.
Renvoyons les seigneurs!

Le socialisme

Qu'est-ce qui s'oppose à l'avènement du socialisme?

Il y a bien sûr la force de l'Etat. Ne craignons donc pas de développer la signification de l'«Etat» au cours de nos conversations et exposés. Conseillons la lecture de «L'origine de la propriété privée, de la famille et de l'Etat» d'Engels. N'hésitons pas à répandre cet ouvrage dans les milieux ouvriers.

Il y a aussi l'ignorance où la majorité des exploités sont de ce qu'est le socialisme ou même le capitalisme. Il faut comprendre la cause de cette ignorance et y porter remède.

Il est nécessaire de redire que le système économique de production en vue de profit est le capitalisme; que ce système ne se conçoit pas sans l'exploitation de l'homme par l'homme, sans la concurrence entre des individus et des groupes, sans le vol du travail humain par les riches parasites.

Il faut aussi admettre que le capitalisme continuera à régner sur la planète aussi longtemps qu'il n'aura pas été remplacé par un système économique d'un stade plus évolué, plus humain. Le système futur qu'Engels et Marx ont appelé alternativement socialisme et communisme ne peut être imposé par un groupe avec quelque chance de réussite. Il est indispensable qu'il soit d'abord *voulu* par les travailleurs du monde entier et donc universellement *compris*. Ce système dans lequel il s'agira de produire pour la satisfaction des besoins, s'appelle le socialisme. Peu importe d'ailleurs que d'autres l'appellent communisme ou anarchisme. Ce n'est pas le vocabulaire technique qui importe, c'est le but poursuivi, dans l'intérêt du genre humain.

Ce système, s'il est effectivement bénéfique pour le peuple, sera voulu par le peuple dès qu'il sera compris du peuple.

Il n'est pas nécessaire qu'une minorité pensante dirige la classe ouvrière. C'est ce que nous avons déjà à Paris, à Londres, à Prague, à Moscou, à Pékin, à La Havane. C'est ce que nous avons déjà à Alger, à Tel-Aviv, à Washington, à Dakar, au Cap. La minorité dirigeante actuelle a été, elle aussi, alliée au peuple à un moment donné. Elle a ensuite pris avantage de ce qu'elle était «d'élite» pour imposer au peuple son autorité. La révolution par l'élite conduira inéluctablement au gouvernement par l'élite.

Le passage du capitalisme privé au capitalisme d'Etat ne libère pas la classe ouvrière. Ceux qui produisent continuent à ne pas posséder les moyens de production. La propriété change de mains et les exploités demeurent exploités. Mettre fin à la propriété privée, c'est en finir avec l'existence même de l'Etat, qu'il soit capitaliste ou prétendûment communiste. C'est organiser la société pour pourvoir à la satisfaction des besoins du genre humain. C'est instaurer le socialisme.

D.G.V.

LA CLASSE DIRIGEANTE RUSSE

Il est évident pour nous que la Russie n'est pas socialiste, ni la Chine non plus d'ailleurs, ni l'Albanie, ni aucun autre pays du même style. Le socialisme, en vérité, n'existe nulle part dans le monde et ne pourrait pas, de toute façon, exister dans un seul pays puisqu'il s'agira d'un système mondial comme le capitalisme, qu'il remplacera dans sa totalité le jour où il sera établi.

Le socialisme est une société mondiale sans classes, sans argent et sans états où les moyens de production appartiendront à la société tout entière et où ils seront administrés démocratiquement et utilisés pour effectuer toute production en vue de la seule satisfaction des besoins humains.

Evidemment, la Russie n'est pas une société sans argent, ni (nous allons le voir) sans classes, ni surtout sans Etat. Un des plus grands mythes de notre temps, peut-être le plus grand, en tout cas le plus fâcheux du point de vue socialiste, est que le socialisme existe en Russie. A l'oirigine, le socialisme avait été conçu comme une société de gens libres et égaux. Mais, à cause de la Russie, le socialisme est maintenant plutôt associé aux idées de dictature, de terreur et de goulags. La Russie, en d'autres termes, a traîné le nom de socialisme dans la boue et c'est ce qui a amené beaucoup de gens à devenir hostiles au socialisme, même au vrai socialisme, ce qui a pour effet de prolonger l'existence du capitalisme.

Capitalisme d'Etat

Mais si la Russie n'est pas socialiste, on peut se demander alors quel genre de société existe là-bas. Si on examine le système russe, on remarque beaucoup de choses qui existent également à l'ouest et qui sont carrément capitalistes, notamment le salariat, la production pour la vente (la production marchande) et l'accumulation du capital. Ces caractéristiques suffisent à montrer que le système russe est le capitalisme. Mais, dira-t-on, les moyens de production n'appartiennent pas à des individus particuliers mais à l'Etat. C'est vrai, et c'est pourquoi nous disons que le système russe, c'est le *capitalisme d'Etat*.

Ceci dit, il ne faut pas oublier que le capitalisme n'a pas d'existence nationale; c'est un système mondial dont les Etats du monde, y compris la Russie, ne sont que des parties interdépendantes, des branches, si vous voulez.

Ce qui constitue le capitalisme, ce n'est pas l'existence d'une classe de capitalistes privés ayant des titres de propriété légaux, mais c'est plutôt l'existence du salariat et de l'exploitation du travail salarié par le capital. Il s'agit de rapports sociaux réels et non pas de ce que la loi peut bien dire. En Russie, il est vrai, selon la Constitution, les moyens de production appartiennent à l'Etat qui est, lui, censé représenter toute la population. Mais si on examine les rapports sociaux de production en Russie, on voit que ceci n'est qu'une fiction légale ou, pour être moins poli, un mensonge, une façade pour tenter de cacher le fait que les classes et l'exploitation continuent d'exister.

Que le salariat existe en Russie, personne ne peut le nier. La classe travailleuse est facile à identifier: ce sont les gens qui sont obligés de vendre leurs énergies physiques et mentales pour un salaire afin d'avoir de quoi vivre. Les événements de Pologne montrent clairement que cette classe existe aussi bien dans les sociétés de type russe que chez nous et qu'elle a d'ailleurs là-bas les mêmes problèmes et les mêmes intérêts qu'ici.

Mais la classe exploiteuse dans ces sociétés est plus difficile à identifier. A l'Ouest, c'est facile: ce sont les capitalistes privés, ceux qui possèdent légalement les moyens de production en tant qu'actionnaires ou détenteurs de bons d'Etat. Il y a de tels capitalistes en Russie, et surtout en Chine où ils ont même des responsabilités politiques, mais on ne peut pas dire que ces individus soient la classe *dirigeante*, même s'ils sont relativement riches et qu'ils vivent de l'exploitation des travailleurs. Car ils existent en marge de telles sociétés, souvent dans un état de semi-légalité et, de toute façon, ils ne possèdent pas les moyens de production les plus importants: la grande industrie, les mines, les usines, les aciéries, etc... Ces moyens-là appartiennent, nous l'avons vu, à l'Etat. Voici la question qu'il faut donc se poser: qui commande l'Etat? Car, c'est évident, dans une économie étatisée, ce seront ces personnes-là qui détiendront dans la pratique les moyens de production.

Les dirigeants russes n'essaient même pas de cacher le fait que c'est le Parti qui commande l'Etat puisqu'ils insistent eux-mêmes sur le «rôle dirigeant du Parti». Et, puisque le Parti lui-même n'est pas organisé de façon démocratique mais est dirigé de haut en bas, on peut dire que ce sont les échelons supérieurs du Parti — le Politburo, le Secrétariat, le Comité Central — qui commandent l'Etat et qui détiennent donc les moyens de production.

Bien sûr, ils ne les possèdent pas en tant qu'individus, mais en tant que corporation, en tant que classe. En Russie capitaliste d'Etat, les moyens de production sont monopolisés collectivement par un groupe qui commande l'Etat.

Une telle possession collective de classe des moyens de production, bien que différente du type de possession privée et individuelle qui s'est développé à l'Ouest, n'est pas nouvelle dans l'histoire des sociétés de classe . Elle existait au Moyen Age où le haut clergé possédait collectivement les domaines de l'Eglise catholique et en profitait en exploitant ses serfs. Elle existait aussi dans les sociétés dites de «despotisme oriental» où les grands travaux publics, comme ceux de l'irrigation, appartenaient à un Etat commandé par un despote (le roi ou l'empereur) et par les échelons supérieurs de sa bureaucratie.

En ce qui concerne la Russie moderne, il y a deux choses à expliquer:

1. Comment définir cette classe capitaliste «collective»? Quelles en sont ses limites? Qui en fait partie?
2. Pourquoi un tel type de possession est-il apparu en Russie? Quelles en sont les raisons historiques?

La Nomenklatura

Pour répondre à la première question, nous pouvous nous tourner vers certains Russes, Russes dissidents comme on dit. Dans les années 60 et 70, certains samizdat (journaux clandestins russes) ont fait remarquer l'existence d'un groupe appelé «la nomenclature». Un livre — ayant pour titre, précisément, *La Nomenklatura* — écrit par un dissident russe réfugié à l'Ouest, Michael Volensky, a été publié en 1980 et bien qu'il n'y ait rien de particulièrement nouveau dedans, ce livre a au moins le mérite de rassembler beaucoup d'informations sur ce groupe.

Selon Volensky, la définition officielle de la nomenclature, trouvée dans un manuel du Parti, est la suivante:

> La Nomenklatura constitue la liste des postes les plus importants; les candidatures sont préalablement examinées, recommandées et sanctionnées par un comité du Parti d'arrondissement, de ville, de région, etc... il faut également l'accord du comité de parti pour que soient libérées de leurs fonctions les personnes admises à faire partie de la Nomenklatura dudit comité.
>
> La Nomenklatura comprend des personnes occupant des postes clefs.

La nomenclature est donc une liste des hauts postes gouvernementaux, militaires et industriels que seul le Parti a la prérogative d'attribuer, ainsi que de ceux qui occupent ces postes. C'est la liste des postes que le Parti lui-même juge important d'avoir dans sa poche afin de pouvoir contrôler et commander l'Etat. Normalement, bien entendu, le Parti nomme à ces postes des gens du Parti et en tout cas des gens sur lesquels il peut compter absolument.

Chaque échelon du Parti a sa propre liste, sa propre nomenclature, mais les listes qui sont pertinentes pour répondre à notre question de savoir quelles sont les limites de la classe dirigeante russe, sont les listes des échelons supérieurs du Parti: les ministres, les ambassadeurs, les directeurs d'usines et de fermes collectives, les généraux, et leurs adjoints.

Etre sur ces listes en Russie, c'est être vraiment privilégié: on est bien payé, évidemment, et même très bien payé, mais les nomenclaturistes ont aussi leurs propres chauffeurs, leurs propres restaurants, magasins, maisons de repos, appartements luxueux, datchas à la campagne, etc. Et ce n'est pas comme à l'Ouest où les capitalistes privés jouissent du meilleur en l'achetant; en Russie, ces privilèges sont institutionnalisés: il faut être nommé à un poste dans la nomenclature pour y avoir accès. En plus, depuis la mort de Staline, une fois qu'on est devenu membre de la nomenclature, on y reste toute sa vie et même si on fait quelque erreur,

on n'est pas pour autant rayé de la liste mais simplement muté à un autre poste, de moindre importance sans doute, mais avec le même genre de privilèges. Et d'après des études sociologiques russes, la nomenclature tend à devenir héréditaire : les nouveaux nomenclaturistes sont aujourd'hui souvent fils d'autres nomenclaturistes.

Volensky calcule le nombre des ces privilégiés à, avec leurs familles, trois millions, soit 1,5 % de la population russe — une infime minorité, comme la classe capitaliste à l'Ouest.

Ce qui frappe dans tout ceci, c'est l'hypocrisie écœurante de la classe dirigeante russe. Disposant d'une très puissante machine de propagande, ils proclament tous azimuts que les classes sociales n'existent plus en Russie, que l'égalité sociale y règne alors qu'en fait ils jouissent eux de privilèges bien réels, et en le sachant parfaitement. Les dirigeants des PC étrangers le savent bien aussi puisque, quand ils visitent la Russie, ils jouissent de ces mêmes privilèges — comme Marchais lors des Jeux olympiques de 1980 par exemple. Rien d'étonnant à ce qu'ils considèrent le bilan de la Russie capitaliste d'Etat comme étant «globalement positif» !

Les travailleurs à l'Ouest sont prévenus : les PC veulent instaurer ici le même régime capitaliste d'Etat qui existe à l'Est, ce qui revient à dire que les dirigeants de ces partis aspirent tout simplement à remplacer les capitalistes privés comme classe privilégiée et exploiteuse. Ils proposent un changement de maître, voilà tout.

Révolution russe : révolution non-socialiste

Pour répondre à la deuxième question, à savoir pourquoi les dirigeants du Parti sont devenus la nouvelle classe dirigeante et exploiteuse en Russie, il faut remonter à Lénine et même plus loin puisque ce n'est pas Lénine lui-même qui a inventé l'idée d'un Parti d'avant-garde composé de révolutiuonnaires professionnels. Cette idée circulait déjà dans les milieux révolutionnaires antitsaristes du XIX[e] siècle. Ce que Lénine a fait dans sa fameuse série d'articles publiée en 1903 sous le titre «Que faire ?», c'était de proposer cette forme d'organisation pour le mouvement ouvrier. Tandis que les révolutionnaires russes avant lui avaient misé sur les masses paysannes pour renverser le régime tsariste, Lénine misait sur les ouvriers industriels et ceci lui permettait de se faire passer pour marxiste, malgré le fait que Marx a toujours rejeté et toujours combattu toute conception élitiste de la lutte des travailleurs.

En fait, le régime tsariste n'a pas été renversé par une insurrection dir[illegible]ée par une élite de révolutionnaires professionnels mais il s'est écroulé de lui-même sous le choc de la première guerre mondiale, guerre industrielle que la Russie agricole ne pouvait finalement supporter. En mars 1917, après des émeutes à Saint-Petersbourg, le tsar a abdiqué. Une période de chaos économique, politique et social a suivi jusqu'au moment où, en novembre (octobre d'après l'ancien calendrier russe alors en vigueur), le groupe le mieux organisé et le plus résolu, c'est-à-dire le Parti bolchevique de Lénine, s'est emparé du pouvoir.

Les bolcheviques, Lénine, Trotski, Staline et les autres, ont proclamé que ce coup d'Etat de leur parti était une révolution «prolétarienne» ou «socialiste» et ils ont annoncé au monde qu'ils allaient procéder à l'établissement du socialisme en Russie. Tous ceux qui avaient une connaissance même élémentaire de la théorie sociale de Marx savaient, ou auraient dû savoir, que l'établissement du socialisme dans la Russie arriérée et isolée d'après 1917 était impossible. Et pourtant il y a eu de bons marxistes qui ont été temporairement désorientés par la révolution russe.

Aucune des conditions pour l'établissement du socialisme n'existait :

- la Russie était un pays essentiellement agricole (80 % de la population travaillait la terre) qui n'avait pas une industrie moderne capable de produire en abondance ;
- la population russe, dans son écrasante majorité, ne voulait pas et ne comprenait pas le socialisme. Les idées de cette population étaient clairement exprimées dans les slogans utilisés par les bolcheviques pour gagner son appui, à savoir «Pain, Paix et Terre». Quels qu'aient pu être les mérites de ces revendications, ce n'était pas la même chose qu'un désir et une volonté d'établir le socialisme, c'est-à-dire un monde sans argent, sans état, sans salariat. Mais sans une population qui veut et qui comprend le socialisme, celui-ci ne peut être établi.

Vu les circonstances mondiales, le capitalisme était inévitable en Russie après 1917. La révolution russe n'a pas été une révolution socialiste, mais une révolution de type «bourgeois» comme en



France en 1789 ou plutôt en 1793. L'intervention du prolétariat en Russie en 1917 (que nous ne nions pas) a servi à balayer les restes du féodalisme dans ce pays et à permettre la montée au pouvoir d'une nouvelle classe dirigeante pour prendre la place de la noblesse tsariste.

La nouvelle classe capitaliste

Le capitalisme était inévitable, mais le capitalisme ne peut exister sans une classe capitaliste. L'évolution d'une classe capitaliste en Russie après 1917 était donc également inévitable, mais ce qui n'était pas inévitable, c'est que cette classe capitaliste se constitue dans les rangs du Parti bolchevique. A un certain moment dans les années 20, il a semblé que les «nepmen» (ces capitalistes privés qui sont apparus sous la prétendue «nouvelle politique économique» inaugurée par Lénine en 1921, du capitalisme sous le contrôle du Parti) allaient échapper au contrôle du Parti et établir un capitalisme en Russie de type, disons, classique, comme à l'Ouest. Mais finalement, Staline et le Parti les ont éliminés, souvent littéralement, et c'est dans les rangs du Parti que s'est développée la nouvelle classe capitaliste.

Staline était devenu le secrétaire général du Parti sous Lénine et c'est dès le début des années 20 qu'il a posé la base de la nomenclature. C'est lui établissait les listes et, bien sûr, il y inscrivait ses amis et ses supporters, si bien que quand la grande dispute a éclaté avec Trotski, c'est Staline qui avait tous les atouts en main et qui a facilement triomphé. Mais le triomphe de Staline, ce n'était pas simplement le triomphe d'un seul homme, c'était le triomphe d'une nouvelle classe en devenir. Bien que les dirigeants du Parti aient joui de certains privilèges dans les années 20, tous les témoignages s'accordent pour montrer que c'est dans les années 30 que les privilèges de la nomenclature ont été mis en place, privilèges qui existent de nos jours et qui ont été décrits par Volensky et par d'autres (voir par exemple le livre d'Anton Ciliga, *Au Pays du Grand Mensonge*, basé sur ses expériences de la Russie de cette époque là).

Volensky écrit :

> Le processus de naissance de la nouvelle classe dominante soviétique s'est accompli en trois étapes. La première étape a été la création de l'organisation des révolutionnaires professionnels, embryon de la nouvelle classe. La deuxième a commencé par la prise du pouvoir par cette organisation en novembre 1917. Il s'est formé une direction à deux niveaux, le niveau supérieur de la vieille garde léniniste et le niveau inférieur de la Nomenklatura stalinienne. La troisième étape a été la liquidation de la vieille garde léniniste par la Nomenklatura.

Nous sommes plus ou moins d'accord avec cette analyse, mais il faut ajouter que ce n'est pas parce que le Parti bolchevique était organisé hiérarchiquement, fait politique, que ses dirigeants se sont transformés de gouvernement dictatorial en nouvelle classe dirigeante, privilégiée et exploiteuse. C'est l'élément économique (le fait que le socialisme était de toute façon impossible dans la Russie d'après 1917 et que le capitalisme, sous une forme ou sous une autre, était la seule possibilité), c'est ce fait économique, ce déterminisme économique si vous voulez, qui était primordial et qui a provoqué le développement d'une classe capitaliste en Russie. Bien sûr, la forme organisationnelle du Parti de Lénine a joué un rôle : elle a fait du Parti bolchevique le groupe le mieux placé pour devenir cette classe capitaliste, et c'est justement ce qui s'est passé.

L'ACCES LIBRE

En France, avant et juste après la dernière guerre mondiale, un groupe connu sous le nom de «Mouvement français pour l'Abondance» (MFA) a joui d'un certain succès, à tel point que l'on mentionne ses théories sous le terme *abondance* dans la plupart des dictionnaires. La personnalité primordiale de ce mouvement, qui existe toujours de nos jours, quoique divisé en plusieurs groupes rivaux, fut Jacques Duboin. Né en 1878, il fut député radical et même, pendant une courte période, secrétaire d'état dans les années 20.

La crise qui suivit le krach boursier de 1929 le fit cependant réfléchir sur l'économie et les problèmes sociaux, et le conduisit à élaborer une «théorie de l'abondance» d'abord esquissée dans *La Grande Relève des hommes par les machines* en 1932, et à fonder un mouvement qui devint le MFA après la guerre.

Selon Duboin, la crise des années 30 représente la venue de l'abondance que le capitalisme, basé sur l'échange des biens en vue de profit, ne pourrait maîtriser puisque seuls des biens rares ont une valeur d'échange et donc sont échangeables. L'abondance, d'après l'enseignement de Duboin, tue les profits, ce qui explique pourquoi le capitalisme s'efforce de réprimer l'abondance de façon à survivre. Pour donner une idée du ton de l'analyse du MFA, voici quelques passages extraits de ses brochures:

Dans ce régime, reposant sur l'échange, les moyens de production sont propriété privée. Leurs propriétaires en retirent un profit en vendant la production au prix le plus élevé que permet la concurrence. Les gens ne possédant rien vendent leur travail aussi cher que la concurrence le permet, et obtiennent des salaires, des appointements, des traitements et des soldes qui leur permettent d'acheter ce dont ils ont besoin pour vivre.

Il est clair que pareil régime ne peut exister dans l'abondance, puisqu'elle supprime le profit. En effet, on ne peut vendre que des produits et des services ayant quelque valeur. Or, seuls les produits rares conservent de la valeur et se vendent avec profit. Les produits abondants n'ont aucune valeur: on les donne ou on les prend: *on ne les vend pas.*

De même, une main-d'œuvre abondante ne trouve pas à s'employer. Elle devient vite surabondante quand la machine exécute la plus grosse part du travail.

C'est donc une lapalissade que d'affirmer que l'abondance n'existe pas: *elle n'existera jamais en régime capitaliste,* car la production ne s'inspire pas du désir de satisfaire la consommation, mais de celui de réaliser un profit. Quand ce profit devient impossible, la production s'arrête. On dit alors qu'il y a *crise,* même si beaucoup de consommateurs manquent du strict nécessaire. (J. Duboin, *L'économie distributive de l'abondance,* 1946).

Les magnifiques réalisations scientifiques du XXe siècle ont fait surgir l'abondance dans tous les pays industrialisés, bouleversant de fond en comble leur économie, car elle ne peut fonctionner quand dans la «rareté» des produits et des services.

Ceci réclame évidemment une explication:

Actuellement, l'argent est presque aussi indispensable à l'existence que l'air aux poumons. Or, l'argent ne tombe pas du ciel; c'est l'ensemble de la production qui le distribue sous forme de salaires et de profits. Pour s'en convaincre, supposons que toute activité s'arrête dans un pays: il n'y a plus ni salaires ni profits pour personne.

La poursuite de l'argent étant ainsi au centre de nos préoccupations, nous ne cultivons pas du blé pour avoir du blé, mais pour avoir de l'argent; car si nous n'en gagnons pas, nous ne semons plus de blé. De même toutes nos entreprises agricoles, commerciales ou industrielles ne sont «rentables» qu'autant qu'elles réussissent à faire entrer dans leur caisse plus d'argent qu'il n'en sort.

Quand apparaît l'abondance, des travailleurs sont licenciés car on n'a plus de travail à leur donner. Mais alors ils n'achètent pas les produits, et ces derniers, restant pour compte aux producteurs, font disparaître leurs produits: QUI NE PEUT ACHETER RUINE QUI VOUDRAIT VENDRE!

On se plaint alors de «surproduction», car on appelle ainsi tout ce qu'on ne réussit pas à vendre. Mais une surproduction chronique, n'est-ce pas l'abondance? Si donc on ne crée pas des produits abondants, c'est tout simplement qu'on ne réussirait pas à les vendre. (MFA, *Bombe «H» ou économie distributive,* 1958)

L'économie d'échange, dit Duboin, doit être remplacée par une économie dans laquelle la richesse n'est plus produite pour l'échange, mais est produite au lieu de cela simplement pour être distribuée aux hommes pour satisfaire leurs besoins. Il appelle ce nouveau système économique sous ces différents termes: *l'économie distributive, le socialisme de l'abondance, le socialisme distributif.*

Sous ce système, les moyens de production ne sont plus la propriété privée d'individus, mais deviennent le patrimoine commun de tous les membres de la société; le salariat est remplacé par un «service social» dans lequel chaque personne capable travaillera pendant un certain temps de façon à aider à produire une abondance de richesses; puis, à chaque membre de la société sera accordé, du berceau à la tombe, un «revenu social» sous la forme de «monnaie de consommation» qui sera le même pour ceux de conditions semblables et qui leur permettra de prendre ce dont ils ont besoin de l'entrepôt commun de produits mis à la disposition de la consommation individuelle.

Voici d'autres citations d'auteurs «abondancistes» qui montrent l'importance de leur opposition à l'échange:

Il ne devrait cependant pas être nécessaire de réfléchir profondément pour comprendre qu'à partir du moment où la production est devenue propriété de la société tout entière, le processus économique *ne peut plus* s'accomplir par une succession d'échanges (qui impliquent la propriété individuelle ou de groupe des produits échangés) mais seulement par répartition (ou distribution). (*Pour bâtir le socialisme,* Perspectives syndicalistes, 1969).

Le socialisme (...) demande toujours «la socialisation des moyens de production *et d'échange*». Pour les moyens de production, il a raison. En ce qui concerne les moyens d'échange, il retarde et il fait à son insu le jeu du capitalisme qu'il combat, en acceptant de poser le problème dans les mêmes termes que lui. Le véritable objectif à poursuivre, c'est «la socialisation des moyens de production *et le remplacement des moyens d'échange par des moyens de distribution*». (Gustave Rodrigues, *Le Droit à la vie,* édition de 1936, p. 108).

Puisque Duboin suppose l'abolition de l'échange, «monnaie de consommation» est un terme mal approprié, surtout quand il insiste que cette «monnaie» ne pourrait être utilisée qu'une fois et ainsi n'entrerait pas en circulation. Pour être plus précis, elle ne serait pas du tout de l'argent au vrai sens du terme, mais plutôt quelque chose ressemblant aux «bons de travail» que Marx avait envisagés comme peut-être nécessaires dans une toute première phase du socialisme. En fait, «bons de consommation» serait un meilleur terme pour ce à quoi Duboin pensait.

Tout système de bons — et cela s'applique également aux «bons de travail» de Marx — implique en contrepartie que les produits destinés à la distribution ont une sorte de prix exprimés en bons. Sous le système de «bons de travail», ces «prix» sont en relation avec le temps passé pour produire les produits en question. Sous le sytème de Duboin, les prix dépendent de la rareté des produits, prévoyant qu'avec le développement de l'abondance, les produits deviendraient de moins en moins «chers» (c'est-à-dire obtenus avec de moins en moins de bons) et finalement gratuits. En fait, Duboin propose que quelques services, comme le chauffage, l'électricité, les transports, le téléphone et les soins médicaux, soient gratuits dès le début.

Ainsi, pour Duboin comme pour Marx, le but à atteindre était l'entière application du principe «de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins», l'accès libre aux produits et services à la discrétion de chaque personne. Si en 1875 Marx avait des arguments pour dire que l'accès libre, sans restriction, aux produits et services ne pourrait pas être introduit immédiatement au cas où le socialisme avait été établi à ce moment, il n'en est pas de même pour Duboin et ses disciples dans les années 40 et encore moins de nos jours (Duboin est mort en 1976, à l'âge de 98 ans). En fait, il est étrange qu'un groupe qui s'appelle «le mouvement pour l'abondance» ne propose même pas l'accès libre comme une chose tangible.

L'énorme développement des moyens de production au XXe siècle fait de tout système de rationnement, même si les rations sont généreuses, un système désuet. Ceci s'applique également aux «bons de travail» de Marx (que nous n'avons jamais acceptés nous-mêmes) ainsi qu'à la «monnaie de consommation» de Duboin.

De nos jours, un «abondanciste» conséquent ne peut qu'être en faveur de l'accès libre et de produits gratuits dont les gens pourraient se servir librement en puisant dans l'abondance qui est possible du point de vue technique mais qui ne sera possible socialement que lorsque le socialisme remplacera le capitalisme.

Le socialisme ne peut qu'être un système mondial mais le MFA prétend, quelquefois avec vigueur, qu'une «économie distributive» pourrait être établie dans un seul pays, de préférence la France. Les raisons présentées pour défendre ce point de vue montrent qu'ils n'ont pas tout à fait compris ce qu'est le socialisme, même s'ils ont compris la nécessité d'abolir ce qu'ils appellent le système de prix-salaires-profits.

LIVRES

PAS SI AFFRANCHIS QUE ÇA

Les affranchis de l'An 2000, Marie-Louise Duboin (Ed. Syros), 79 FF.

Ce livre de Marie-Louise Duboin est l'histoire d'un terrien qui, étant sorti du système solaire, lors d'un de ses voyages dans l'espace, retrouve ailleurs une planète identique à la nôtre, avec les mêmes continents, avec un pays qui s'appelle la France et une ville, Paris. Un miroir donc. Ou peut-être la planète de départ, la même quelques années plus tard, puisque l'astronaute est entre-temps tombé dans une sorte de coma. Un monde qui resemble à notre terre mais qui en fait a bien changé, puisque le profit n'y existe plus et qu'à sa place existe «une société distributive».

Ce livre se veut une contribution à la démonstration qu'une société peut être régie par autre chose que les lois du marché. C'est là chose louable. L'auteur s'applique à montrer ce qui est arrivé pour que le changement se fasse (car cette société était auparavant capitaliste elle aussi): la crise plus un accident atomique terrible furent le sursaut des consciences jusque là endormies. Suivent les souvenirs de ces survivants, divers exposés sur les méfaits du capitalisme dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, de la recherche et de l'industrie. Nous découvrons ensuite par quel moyen se gère cette nouvelle société et on a alors le désagréable sentiment que l'argent (on dit monnaie dans le livre, mais n'est-ce pas la même chose au fond?) existe toujours. Chaque habitant a un revenu égal à celui de son voisin; il a d'autre part à fournir un certain travail pendant sa vie, quantifié en temps passé à la tâche, ce qui lui donne droit à un compte sur lequel il déduit ses dépenses (attention, ne pas dire achats!). On se demande si tout ceci est bien nécessaire alors que l'abondance existe.

Pourquoi cette surveillance, ce besoin de savoir si l'un n'a pas plus que l'autre dans une société où l'insécurité matérielle doit avoir disparu? Et ce service social spécial qui ressemble au service national (et Duboin le dit dans son livre), s'il a pour but de distribuer les tâches pénibles à toute la population pour une certaine durée, n'y a-t-il vraiment pas moyen de le présenter comme autre chose que l'armée? D'autre part, comme je le disais au début, la France existe toujours (qu'est-ce que la France dans un monde sans frontières?) et il n'est pas très clair si les autres pays sont aussi «socialistes»; en tout cas, c'est la France qui a commencé (grâce aux premiers efforts de papa Duboin)... comme si un double système économique dans le monde pouvait être viable. On est heureux de voir que la démocratie se fait avec le concours de l'ordinateur et que les tâches sont automatisées au maximum... pourtant on nous prévient qu'il n'y a pas de place pour les paresseux. Je me demande s'il n'y aura pas non plus de place pour d'autres marginaux (homosexuels par exemple). Par contre, les églises existent toujours et attention... même les non-catholiques! Woaw!

Bref, cet essai est louable, patient, pédagogique, assez bon quand on parle des méfaits et défigurations produits par le capitalisme. C'est un peu nunuche, pour ne pas dire ringard, dans le style... mais n'est pas auteur qui veut et il n'est pas aisé de décrire (car dans ce livre on ne voit pas la nouvelle vie, on ne la sent pas vibrer, on nous la dit; c'est fou ce que les gens causent et expliquent dans ce livre!) une société que l'on ne connaît pas encore et d'en imaginer toutes les ramifications; je veux dire d'entre-apercevoir toutes ces choses fantastiques que l'on pourrait faire si le profit et l'argent n'existaient pas. Ce sera certainement plus dingue, du moins je l'espère, que cette «société distributive» où les prix existent encore, où l'on ne semble pas voyager beaucoup, où l'on est encore français et même pire, breton, catalan, alsacien, etc..., où l'on entend parler de «retraités américains», de «spécialiste de Droit International», «d'argent», «d'acheteurs et de vendeurs». Ce n'est donc pas délirant comme livre et, pour la société qui y est expliquée, ça a l'avantage de montrer que l'économie peut marcher avec un autre moteur que le profit. Mais il y a encore là les traces de notre économie présente. Il est donc si dur de larguer les amarres?

F.G.

AUTO-EXPLOITATION: Le dernier numéro de *R* (71 rue d'Hoffschmidt, B-6720 Habay) est consacré au «travail nouveau», c'est-à-dire aux diverses tentatives d'échapper au travail salarié sans sortir du cadre du système capitaliste: les nouvelles coopératives, l'autogestion, les associations. Les auteurs montrent, dans un style simple et vivant, qu'il s'agit là d'une illusion puisque l'on ne peut échapper à la logique du capital au sein du système capitaliste. Le «travail alternatif» n'est donc que «s'auto-exploiter» (et ne peut que l'être). Au mieux, «ça prouve que les travailleurs sont capables de s'auto-gérer, de se passer totalement de patrons, ça prouve que les travailleurs seraient capables de créer un monde, un système sans profit, sans argent, sans classes, sans hiérarchies, sans état». En effet, la seule issue pour la classe salariée, ce n'est pas l'autogestion du système prix-salaires-profits mais bien, comme *R* le dit, «une société vraiment démocratique où le pouvoir sera aux populations, où les moyens de production, de distribution, de service seront propriété de tous et non aux mains d'une poignée de privilégiés. Une société sans argent, sans salariat».

ESPERANTO: Une traduction de l'article «L'utopie ou le chaos?» (SM24) est parue dans le numéro 54 (mai-juin 1984) de *Laute,* journal du cercle espérantiste de l'Agenais (F-47340 Laroque Timbaut). Le texte, ainsi que d'autres tracts de notre mouvement en esperanto, peuvent être obtenus sur demande en écrivant à notre boîte postale (BP 26, B-6700 Arlon).

LES PRINCIPES DU SOCIALISME

OBJECTIF

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses.

DECLARATION DE PRINCIPES

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses.

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas.

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière.

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière, sans distinction de race ni de sexe.

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même.

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques.

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti.

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ d'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté.

Nous vous invitons, si vous êtes d'accord avec les vues exposées ci-dessus, ou même si vous n'êtes pas totalement convaincus et souhaiteriez en discuter plus à fond, à prendre contact avec nous à la BP 26, 6700 Arlon, Belgique.

PUBLICATIONS SOCIALISTES

Comment le capitalisme d'Etat est arrivé en Russie: 6 FF, 40 FB (port compris).

Engels sur l'abolition du salariat: 6 FF, 40 FB.

Pour le socialisme mondial (50 pages): 10 FF, 70 FB.

Introduction au socialisme (dépliant).

réformiste, n'a pas compris, c'est que ces promesses étaient tout à fait irréalistes; elles n'auraient pas pu être honorées à cause de la nature même du système capitaliste au sein duquel elles étaient censées être réalisées.

Comme nous l'avons déjà dit, on ne peut faire marcher le capitalisme dans l'intérêt de la classe majoritaire des salariés; c'est un système de profit qui ne peut fonctionner que dans l'intérêt de ceux qui vivent des profits provenant de l'exploitation du travail salarié. Mitterrand et le PS ont appris ceci moins d'un an après avoir été élus et ils se sont contentés par la suite de gérer le capitalisme de la seule façon possible: *contre* la classe salariée.

Le PC, malgré le fait qu'il ait accepté de participer à la gestion inévitablement (et, après le blocage des salaires de juin 1982, ouvertement) anti-ouvrière du capitalisme pendant trois ans, retient toujours ses vieilles illusions d'avant 1981. Mais il n'y a aucun mérite à rester fidèle à des engagements qui se sont montrés illusoires. Maintenant le PC va sans doute dire aux travailleurs que Mitterrand a échoué parce qu'il a délibérément choisi de poursuivre une politique anti-ouvrière plutôt qu'anticapitaliste. En réalité, la cause de cet échec, c'est la nature même du capitalisme qui exclut toute politique autre que celle qui favorise l'accumulation du capital aux dépens des conditions de travail et de vie des salariés.

C'est pourquoi la seule issue pour la classe travailleuse, c'est l'abolition du capitalisme et l'établissement d'un monde sans classes et sans salariat où on produira pour la seule satisfaction des besoins humains sans argent ni achat ni vente.

NOTES POLITIQUES

La lutte de classes

Certains esprits, porte-paroles de la bourgeoisie, veulent nous faire croire que la lutte des classes est un concept dépassé. Avec la crise économique, ils nous expliquent que nous sommes tous embarqués sur le même bateau et que nous avons tous intérêt à ramer dans le même sens.

Poser le problème dans ces termes relève de la supercherie. En effet, ceux qui détiennent le capital et qui cherchent à acquérir toujours plus de plus-value et les salariés, manuels et intellectuels, obligés de vendre leur force de travail, il n'y a que des intérêts inconciliables.

Comme vous le voyez, il n'est pas question d'être pour ou contre la lutte de classes. Elle existe, un point c'est tout. Prétendre le contraire équivaut à marier l'eau et le feu.

Le socialisme n'existe nulle part. Comme dans les pays capitalistes libéraux, les pays capitalistes d'Etat sont marqués par l'oppression d'une classe sur une autre. Les hauts fonctionnaires du Parti et de l'Etat y jouent le rôle de cette classe dominante. Ils confisquent à leur intention la plus-value créée par les travailleurs. C'est pourquoi les conditions de vie de ces salariés ne sont pas différentes de celles des pays capitalistes. La soi-disant appropriation collective des moyens de production n'a pas fait disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme. La lutte de classes est donc mondiale.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à renvoyer à: BP 26, 6700 Arlon, Belgique)

Nom ....

Adresse ....

....

....

Abonnement à 4 numéros: 20 FF, 140 FB
Versements au CCP 238128M de A. Buick à Nancy.

Les salariés doivent s'opposer irrémédiablement à tous les systèmes politiques existants car ils agissent en contradiction avec leurs intérêts. Les travailleurs ne seront maîtres de leur destin que dans un monde libéré du salariat et du patronat privé ou d'état.

Le socialisme est planétaire

Ceux qui produisent les richesses du monde n'ont pas de patrie. Ils ont *un* intérêt commun, qui est le socialisme, indépendamment de la langue qu'ils parlent, de la couleur de leur peau, ou de l'endroit où ils vivent.

Les ressources du globe sont depuis longtemps plus que suffisantes pour nourrir, loger et vêtir tous les habitants de la planète. L'obstacle à l'abondance n'a pas de causes techniques mais des causes sociales. C'est la propriété par une classe sociale des moyens de production et l'utilisation qu'en fait cette même classe pour réaliser des profits et non pour satisfaire les besoins des hommes, qui entravent la politique d'abondance.

L'unique objectif du Mouvement pour le Socialisme Mondial est le socialisme, l'abolition du capitalisme sous toutes ses formes et sous tous les cieux et son remplacement par le socialisme. Le socialisme n'existe encore nulle part au monde et ne saurait exister quelque part sans exister partout. Il n'a jamais existé que dans sa forme primitive (en société de pénurie) et doit succéder au capitalisme (en société d'abondance).

Une entrave importante est celle opposée à la diffusion des pensées à travers la classe ouvrière par la diversité des langues nationales. Les socialistes n'ont pas peur d'une telle entrave et c'est pourquoi ils ont publié des tracts et des brochures en esperanto, anglais, français, allemand, espagnol, italien, suédois, néerlandais...

Lorsque la majorité de chaque groupe linguistique voudra le socialisme, en *ayant compris ce que signifie le socialisme*, nous saurons que l'avenir est pour demain. La règle de l'Humanité est aujourd'hui la contrainte et le capitalisme. La règle, demain, doit être et sera, pour l'Humanité, le socialisme et la liberté.

Dans quelque langue que ce soit, le peuple de la planète parlera le langage du socialisme, non comme les bolchéviques pour justifier en termes marxistes les politiques d'une nouvelle classe, mais pour bâtir la société sans classes.

Que Faire?

C'est le système social qui existera le jour où la majorité des habitants de la terre décidera de s'organiser d'une manière qui est à son propre avantage, alors qu'aujourd'hui nous sommes organisés par une très petite minorité, au bénéfice de cette minorité, et nous sommes, quant à nous, lésés aussi bien matériellement que spirituellemnt.

Notre travail, en tant que socialistes est donc de faire comprendre leur situation à tous ceux qui sont, comme nous, lésés, et de les engager à changer cet état de choses. Avant que le socialisme ne soit établi et ne relève véritablement du quotidien il faudra le vouloir et il faudra y travailler. Car il ne nous sera pas donné sur un plateau simplement parce que nous l'aurons désiré, ou que nous aurons désiré les bienfaits d'un tel système. Personne ne peut résoudre nos problèmes à notre place, ni élite, ni dirigeants, ni représentants. C'est à nous de savoir ce que nous voulons et de le réaliser.

Il y aura toujours des problèmes, quel que soit le système social en existence, mais si ce système est le socialisme, alors les habitants de la terre pourront créer un environnement et des règles sociales conçus dans leur propre intérêt, et ils pourront s'occuper à résoudre leurs propres problèmes. A l'heure actuelle ils créent un environnement et des règles sociales qui sont conçus dans l'intérêt d'une très petite minorité d'entre eux, et ils donnent, ou plutôt vendent, leur temps, leur énergie et parfois leur vie pour résoudre les problèmes de cette même minorité alors que leurs propres problèmes restent sans solution.

Aujourd'hui le monde n'appartient pas à tous. Il appartient à environ 5% de la population mondiale. Le monde *devrait* appartenir à tous et pour que cela arrive il faut nous unir et travailler à répandre les idées socialistes et à convaincre la majorité. C'est cela la méthode qui nous mènera au socialisme.